

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°60 - 29 janvier 2011

Monamed Ghannouchi s'accroche au pouvoir mais le peuple tunisien veut qu'il « dégage » !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -
Date de mise en ligne : dimanche 30 janvier 2011

Démocratie & Socialisme

La révolution tunisienne s'étend au Maghreb et au Moyen-Orient. Des manifestations de masse exigeant l'égalité des droits politiques et sociaux ébranlent les dictatures en place, au Yémen, en Jordanie, en Algérie. En Egypte, le dictateur Moubarak vient de limoger le gouvernement mais les manifestations, malgré plusieurs dizaines de morts, continuent à s'étendre et convergent vers le Caire. Les cris de « Dégages, Moubarak ! » font écho aux « Dégage Ben Ali ! » de Tunis.

Cette extension de la révolution renforce, en retour, la révolution tunisienne et encourage le peuple tunisien à ne pas se laisser voler sa victoire. La caravane de la libération partie du sud de la Tunisie qui campait devant l'immeuble du gouvernement, appuyée par des milliers de Tunisiens, a, ainsi, de marquer un point important en éjectant du « gouvernement de transition » sept des caciques de Ben Ali, dont les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Finances.

Mais le Premier ministre Mohamed Ghannouchi, nommé par le Conseil constitutionnel, une institution de la dictature, totalement illégitime, s'accroche au pouvoir. On voit pourtant mal quelle transition il pourrait préparer après avoir été Premier ministre de Ben Ali pendant 21 ans !

Tarek Aziz, le Premier ministre de Saddam Hussein, n'avait-il pas été jugé par le Tribunal Pénal International ? Pourquoi Mohamed Ghannouchi ne répond-il pas, lui-aussi, devant un tribunal de toutes les exactions commises lorsqu'il était Premier ministre de Ben Ali ?

Pourquoi les États-Unis, l'Union Européenne, la France, qui avaient exigé le jugement de Tarek Aziz n'ont-ils pas la même exigence lorsqu'il s'agit de Mohamed Ghannouchi ?

Pourquoi si ce n'est parce qu'il est, aujourd'hui, le meilleur rempart pour défendre les intérêts des capitaux français, européens et américains investis en Tunisie ?

Le peuple tunisien n'est pas prêt à accepter cette manoeuvre et des milliers de manifestants aux cris de « Non au vol de la Révolution ! » et « Dégages Ghannouchi ! » avaient décidé de poursuivre le siège des bureaux du Premier ministre en exigeant la démission de Mohamed Ghannouchi, avant d'être évacués de la place de la Kasbah par la police « anti-émeute ». Malgré de nombreux blessés, les manifestations ont, ensuite, continué sur le boulevard Habib Bourguiba.

Les enjeux de la « transition » sont considérables

Le premier enjeu, pour le peuple tunisien, est de mettre à bas les institutions de la dictature et d'organiser des élections démocratiques. L'élection d'une Assemblée constituante, la rédaction d'un nouveau code électoral, exigée par de nombreux opposants au régime de Ben Ali, sont donc les priorités des priorités. Mohamed Ghannouchi fait la sourde oreille à ces exigences.

Le deuxième enjeu est de partager les richesses, de conquérir des droits sociaux pour tous. C'est une exigence élémentaire pour la très grande majorité de Tunisiens qui souffrent du chômage, des bas salaires et de la pauvreté.

Le clan Ben Ali et Trabelsi avait mis la main sur 40 % de l'économie tunisienne. Que deviendront ces entreprises ? Seront-elles rendues au peuple tunisien et donc intégrées dans un vaste service public ou bien seront-elles confiées

à des détenteurs de capitaux privés, tunisiens ou étrangers, qui continueront à spolier la population tunisienne de ses richesses et de ses droits sociaux ?

Les 1 250 succursales de société françaises qui avaient exploité le salariat tunisien en profitant de la dictature, de la répression des grèves, de la mise hors la loi des syndicalistes combattifs, sont aujourd'hui dans l'oeil du cyclone. La population tunisienne exige qu'elles rendent des comptes et que des commissions soient mises en place pour juger leurs actions. Mohamed Gannouchi se refuse à ce que soient instaurés de telles commissions.

Il est donc plus facile de comprendre pourquoi le gouvernement français ne demande surtout pas à cet individu de rendre de comptes sur son action pendant la dictature. Plus facile, également, de comprendre pourquoi la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton vient d'inviter le nouveau ministre tunisien des Affaires étrangères Ahmed Abderraouf Ounaïs (ancien diplomate sous Ben Ali) à la rencontrer à Bruxelles. Plus facile, enfin, de comprendre, pourquoi le second de DSK au sein du PS, Jean-Christophe Cambadélis, demande au peuple tunisien de savoir « gérer les impatiences [1] ».

Le rôle ambigu de l'État-major militaire

L'Armée a refusé de tirer sur la population et permis à la révolution de chasser Ben Ali. L'attitude de l'Armée a deux explications. D'abord, à la différence de l'Égypte où l'Armée est parfaitement intégrée à la dictature de Moubarak, Ben Ali avait relativement marginalisé l'Armée tunisienne. Ensuite, des fraternisations avaient, très rapidement, eu lieu entre les soldats et la population. Il devenait dès lors difficile pour la hiérarchie militaire, même si elle en avait la volonté, d'ordonner à l'Armée de réprimer la population.

Avant-hier encore, l'Armée tirait en l'air, mais tirait, pour intimider et pour protéger le « gouvernement de transition » de Mohamed Ghannouchi contre les manifestants. La place qu'occupe l'État-major de l'Armée est donc contradictoire : il refuse (jusqu'à maintenant) de réprimer directement les manifestants mais, en même temps, il protège le « gouvernement de transition », la Constitution de la dictature que le chef d'État-major de l'Armée a juré de respecter jusqu'au bout. Et, hier, c'est l'Armée qui a démonté les tentes des manifestants de la Kasbah et dressé un barrage pour les empêcher de revenir, après que la police les aient chassés.

Si les manifestations s'amplifient, l'Armée devra rapidement faire un choix. La seule méthode pour que ce choix soit le bon, c'est la fraternisation entre la population et les soldats. Les révolutions ne l'ont jamais emporté autrement.

[1] Nouvelles Internationales - Lettre n° 52 : « Tunisie : réussir la transition » par Jean Christophe Cambadélis.